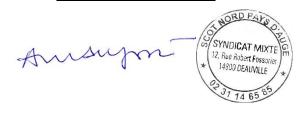


RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

* * * *

 $n^{\circ}43 - 1^{er}$ semestre 2020



SOMMAIRE

SEANCE DU 25 JANVIER 2020

N°20-001	Compte de Gestion 2019	2
	Budget Principal	
N°20-002	Compte Gestion 2019	4
	Budget annexe « Instruction »	
N°20-003	Compte Administratif 2019	6
	Budget Principal	
N°20-004	Compte Administratif 2019	8
	Budget annexe « Instruction »	
N°20-005	Rapport sur les Orientations Budgétaires 2020	10

SEANCE DU 29 FEVRIER 2020

N°20-006	Budget Primitif 2020	13
	Budget Principal	
N°20-007	Budget Primitif 2020	15
	Budget annexe « Instruction »	
N°20-008	Approbation de la Révision du Schéma de Cohérence Territoriale en application de	17
	l'article L.143-23 du Code de l'Urbanisme	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-001

SEANCE DU 25 JANVIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sébastien DELANOË; Véronique BOURNÉ, *suppléante de Philippe AUGIER*, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Michel CHEVALLIER, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS; Jean-Claude GARNIER; Joël COLSON, délégués titulaires.

Absents excusés: Jean-François MOISSON; Sophie GAUGAIN; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE; Christine VILLOTTE; Michel BAILLEUL, Jean-François BERNARD; Xavier MADELAINE ayant donné pouvoir à François VANNIER; Martine HOUSSAYE ayant donné pouvoir à Joël COLSON.

Absents: Alain PEYRONNET, Gérard MARTIN, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Didier LECOEUR, Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE, Benoît DE LANGENHAGEN, Denis FAVRIL, Claude MOREL, Olivier PAZ, Sandrine FOSSE, Julien DAGRY, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : Sébastien DELANOË.

COMPTE DE GESTION 2019 BUDGET PRINCIPAL

Le Comité Syndical,

Après s'être fait présenter le Budget Principal Primitif de l'exercice 2019, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes et les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion du Budget Principal du Syndicat Mixte dressé par Madame le Trésorier Principal,

Après s'être assuré que Madame le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2019,

Siège: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

1©02.31.14.65.85 - **□**02.31.14.65.88 - e-mail: scot.npa@wanadoo.fr

Statuant sur l'exécution du Budget Principal de l'Exercice 2019,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

<u>DECLARE</u> que le Compte de Gestion dressé pour l'Exercice 2019 du Budget Principal par Madame le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

POUR EXTRAIT CONFORME LE PRESIDENT,

Ambroise DUPONT



Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Siège : 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-002

SEANCE DU 25 JANVIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sébastien DELANOË; Véronique BOURNÉ, *suppléante de Philippe AUGIER*, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Michel CHEVALLIER, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS; Jean-Claude GARNIER; Joël COLSON, délégués titulaires.

Absents excusés: Jean-François MOISSON; Sophie GAUGAIN; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE; Christine VILLOTTE; Michel BAILLEUL, Jean-François BERNARD; Xavier MADELAINE ayant donné pouvoir à François VANNIER; Martine HOUSSAYE ayant donné pouvoir à Joël COLSON.

Absents: Alain PEYRONNET, Gérard MARTIN, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Didier LECOEUR, Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE, Benoît DE LANGENHAGEN, Denis FAVRIL, Claude MOREL, Olivier PAZ, Sandrine FOSSE, Julien DAGRY, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : Sébastien DELANOË.

COMPTE DE GESTION 2019 BUDGET ANNEXE « INSTRUCTION »

Le Comité Syndical,

Après s'être fait présenter le Budget Annexe Primitif de l'exercice 2019, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes et les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion du Budget Annexe « Instruction » du Syndicat Mixte dressé par Madame le Trésorier Principal,

Après s'être assuré que Madame le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'elle a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019,

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE 14800 DEAUVILLE 14800 DEAUVILLE 14800 DEAUVILLE Statuant sur l'exécution du Budget Annexe « Instruction » de l'Exercice 2019,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

<u>DÉCLARE</u> que le Compte de Gestion dressé pour l'Exercice 2019 du Budget Annexe « Instruction » par Madame le Trésorier Principal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

POUR EXTRAIT CONFORME LE PRESIDENT,

SORD PAYS DE LA CONTRACTION OF THE P

Ambroise DUPONT



5

Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-003

SEANCE DU 25 JANVIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sébastien DELANOË; Véronique BOURNÉ, *suppléante de Philippe AUGIER*, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Michel CHEVALLIER, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS; Jean-Claude GARNIER; Joël COLSON, délégués titulaires.

Absents excusés: Jean-François MOISSON; Sophie GAUGAIN; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE; Christine VILLOTTE; Michel BAILLEUL, Jean-François BERNARD; Xavier MADELAINE ayant donné pouvoir à François VANNIER; Martine HOUSSAYE ayant donné pouvoir à Joël COLSON.

Absents: Alain PEYRONNET, Gérard MARTIN, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Didier LECOEUR, Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE, Benoît DE LANGENHAGEN, Denis FAVRIL, Claude MOREL, Olivier PAZ, Sandrine FOSSE, Julien DAGRY, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : Sébastien DELANOË.

COMPTE ADMINISTRATIF 2019 BUDGET PRINCIPAL

Le Comité Syndical, étant réuni pour examiner le Compte Administratif 2019 du Budget Principal du Président, procède d'abord à la nomination du Président de l'Assemblée, conformément à l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur Jean-François MARIN, Vice-Président, membre titulaire de la commission « Administration générale – Finances », élu à l'unanimité des membres présents ou représentés, prend la présidence de l'Assemblée et dépose sur le bureau le Compte Administratif pour l'Exercice 2019 du Budget principal rendu par Monsieur Ambroise DUPONT, Président.

Il s'élève à :

pour la section de fonctionnement	
- en recettes à	192.201,70€
- en dépenses à	165.949,93 €
soit un excédent de fonctionnement	
cumulé de	26.251,77€
pour la section d'investissement	
- en recettes à	109.885,96 €
- en dépenses à	84.826,16 €
soit un excédent d'investissement	
cumulé de	25.059,80€

Ce Compte Administratif proposé par votre commission « Administration Générale – Finances » réunie le 20 décembre 2019 a été examiné par votre Commission Plénière réunie ce jour. Il a été reconnu exact et elle émet un **AVIS FAVORABLE** à son approbation.

Je mets aux voix l'approbation du Compte Administratif du Budget principal pour l'Exercice 2019 rendu par Monsieur le Président.

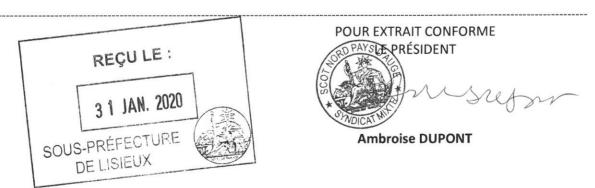
Le Comité Syndical,

VU le Compte Administratif du Budget principal pour l'Exercice 2019 rendu par Monsieur Ambroise DUPONT, Président,

Sur proposition de sa Commission "Administration Générale – Finances" réunie le 20 décembre 2019 et de sa commission plénière réunie ce jour,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, Monsieur le Président ayant quitté la séance :

APPROUVE le Compte Administratif du Budget principal pour l'Exercice 2019 rendu par Monsieur Ambroise DUPONT, Président.



Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-004

SEANCE DU 25 JANVIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sébastien DELANOË; Véronique BOURNÉ, *suppléante de Philippe AUGIER*, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Michel CHEVALLIER, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE: Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS; Jean-Claude GARNIER; Joël COLSON, délégués titulaires.

Absents excusés: Jean-François MOISSON; Sophie GAUGAIN; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE; Christine VILLOTTE; Michel BAILLEUL, Jean-François BERNARD; Xavier MADELAINE ayant donné pouvoir à François VANNIER; Martine HOUSSAYE ayant donné pouvoir à Joël COLSON.

Absents: Alain PEYRONNET, Gérard MARTIN, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Didier LECOEUR, Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE, Benoît DE LANGENHAGEN, Denis FAVRIL, Claude MOREL, Olivier PAZ, Sandrine FOSSE, Julien DAGRY, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : Sébastien DELANOË.

COMPTE ADMINISTRATIF 2019 BUDGET ANNEXE « INSTRUCTION »

Le Comité Syndical, étant réuni pour examiner le Compte Administratif 2019 du Budget Annexe « Instruction » du Président, procède d'abord à la nomination du Président de l'Assemblée, conformément à l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur Jean-François MARIN, Vice-Président, membre titulaire de la commission « Administration générale – Finances », élu à l'unanimité des membres présents ou représentés, prend la présidence de l'Assemblée et dépose sur le bureau le Compte Administratif pour l'Exercice 2019 du Budget Annexe « Instruction » rendu par Monsieur Ambroise DUPONT, Président.

Siège: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

1 02.31.14.65.85 - ■02.31.14.65.88 - e-mail : <u>scot.npa@wanadoo.fr</u>

Il s'élève à :

pour la secti	on de fonctionnement	
- en recet	tes à	74.842,21€
- en dépe	nses à	68.959,47 €
soit un excédent de	fonctionnement	
cumulé de		5.882,74€
> pour la secti	on d'investissement	
 en recet 	tes à	13.129,33 €
- en dépe	nses à	0,00€
soit un excédent d'in	nvestissement	
cumulé de		13.129,33€

Ce Compte Administratif proposé par votre commission « Administration Générale – Finances » réunie le 20 décembre 2019 a été examiné par votre Commission Plénière réunie ce jour. Il a été reconnu exact et elle émet un **AVIS FAVORABLE** à son approbation.

Je mets aux voix l'approbation du Compte Administratif du Budget Annexe « Instruction » pour l'Exercice 2019 rendu par Monsieur le Président.

Le Comité Syndical,

VU le Compte Administratif du Budget Annexe pour l'Exercice 2019 rendu par Monsieur Ambroise DUPONT, Président.

Sur proposition de sa Commission "Administration Générale – Finances" réunie le 20 décembre 2019 et de sa commission plénière réunie ce jour,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, Monsieur le Président ayant quitté la séance :

<u>APPROUVE</u> le Compte Administratif du Budget Annexe « Instruction » pour l'Exercice 2019 rendu par Monsieur Ambroise DUPONT, Président.



POUR EXTRAIT CONFORME LE PRÉSIDENT

Ambroise DUPONT

Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Siège: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-005

SEANCE DU 25 JANVIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sébastien DELANOË; Véronique BOURNÉ, *suppléante de Philippe AUGIER*, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Michel CHEVALLIER, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS; Jean-Claude GARNIER; Joël COLSON, délégués titulaires.

Absents excusés: Jean-François MOISSON; Sophie GAUGAIN; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE; Christine VILLOTTE; Michel BAILLEUL, Jean-François BERNARD; Xavier MADELAINE ayant donné pouvoir à François VANNIER; Martine HOUSSAYE ayant donné pouvoir à Joël COLSON.

Absents: Alain PEYRONNET, Gérard MARTIN, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Didier LECOEUR, Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE, Benoît DE LANGENHAGEN, Denis FAVRIL, Claude MOREL, Olivier PAZ, Sandrine FOSSE, Julien DAGRY, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : Sébastien DELANOË.

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2020

L'article 107 de la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a créé de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Elle a modifié l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose désormais que « dans les [syndicats mixtes fermés comprenant au moins] une commune de plus de 3 500 habitants, le [Président] présente au Comité Syndical, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique ».

De plus, « pour les [Syndicats Mixtes fermés de plus de 10 000 habitants], le rapport [...] comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département [...] ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret. »

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

1002.31.14.65.85 - □02.31.14.65.88 - e-mail: scot.npa@wanadoo.fr

Le décret d'application n°2016-841 du 24 juin 2016 en a précisé les modalités. Le Rapport sur les Orientations Budgétaires n'a aucun caractère décisionnel mais doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'Etat puisse s'assurer du respect des procédures.

En prévision du Rapport sur les Orientations Budgétaires, il a été demandé à la Commission « Administration Générale-Finances » qui s'est réunie le 20 décembre dernier d'examiner l'état des dépenses actuelles.

Ainsi, il a été procédé à l'établissement d'un Compte Administratif de l'exercice qui s'est achevé : les chiffres sont désormais définitifs, aussi bien pour la section de fonctionnement que pour la section d'investissement. Ils vous sont présentés lors de ce Comité Syndical.

Les engagements pluri annuels concernent la révision du SCoT, pour un montant de 215.220 € TTC, somme répartie entre les exercices 2016, 2017, 2018 et 2019. A cette somme s'ajoute l'avenant n°1 au marché de 16.800 € TTC, voté par délibération n°19 du Comité Syndical en date du 27 septembre dernier, notamment pour la mise à jour du diagnostic en raison de l'élargissement du périmètre du SCoT. A ce jour, 221.310 € TTC ont déjà été dépensés (somme des dépenses en 2016, 2017, 2018 et 2019), qui correspondent aux frais d'études, d'élaboration du dossier d'arrêt du projet et de mise à l'enquête publique. Il reste donc à s'acquitter de la somme de 10.710 € sur l'exercice 2020 pour l'approbation du SCoT ainsi que les frais liés à l'enquête publique (rémunération des commissaires enquêteurs, notamment)

En recettes de fonctionnement du Budget principal, la charge par habitant avait été fixée en 2018 à 0,85 €, soit 14 centimes de moins que l'année précédente. La Commission « Administration générale – Finances » propose de maintenir la charge à l'identique pour 2020. En effet, l'état de nos finances actuelles et les engagements pluriannuels de la révision du SCoT permettent de maintenir cette cotisation. La Commission « Administration générale – Finances » réétudiera chaque année l'opportunité de maintenir ou de réévaluer cette charge par habitant, en fonction des besoins. Pour mémoire, la révision du Schéma de Cohérence Territoriale est actuellement intégralement autofinancée.

S'agissant du Budget annexe « instruction », à ce jour 48 communes adhèrent au service mutualisé du SCoT. La Commission « Administration générale − Finances », au vu de l'excédent cumulé du dernier exercice (atteignant un peu moins de 6.000 €), propose de maintenir le même niveau de cotisation par acte pondéré qu'en 2019, soit 98 € environ, pour un produit total de 67 000 €, en légère augmentation pour sa part (+ 4.000 €) en raison de l'augmentation du nombre d'actes instruits sur les deux dernières années (consécutivement +17% en 2018 et +11% supplémentaires en 2019). Les variations individuelles de cotisation seront dues, comme chaque année, à la variation de la moyenne du nombre d'actes pondérés instruits sur les 5 dernières années. Le maintien de cette cotisation est permis grâce à une compression du personnel, le recrutement d'un mi-temps sur 6 mois programmé en 2018 n'ayant pas été effectué et n'ayant pas davantage été programmé pour 2019. Pour information, ce sont 1067 actes d'urbanisme qui ont été instruits en 2019, dont 383 permis de construire (+3%) et 509 déclarations préalables (+24%).

Il est important de rappeler à ce stade que le dernier remboursement de l'emprunt pour l'élaboration du SCoT approuvé en 2007 étant intervenu en 2014, le SCoT ne possède aucune dette actuellement.

- 3 -

La structure des dépenses du <u>budget principal</u> (pour partie remboursées par le budget annexe) est la suivante :

Chapitres	Libellés	Montants BP	Taux	Evolution prévisionnelle
		2019	d'exécution	BP 2020
011	Charges à caractère général	27.962 €	83,98%	-12,52 % ¹
012	Charges de personnel	131.200 €	95,62%	+5,2 % ²
023	Virement section Investissement	16.000 €	0%	-31,25%
042	Dotation aux amortissements	17.012 €	100%	+46,43%3

¹ Cette baisse notable est liée à la réduction des frais liés à l'organisation des colloques et séminaires, l'essentiel d'entre eux avant été organisé en 2018-2019.

La structure des dépenses du budget annexe « instruction » est la suivante :

Chapitres	Libellés	Montants BP	Taux	Evolution prévisionnelle	
		2019	d'exécution	BP 2020	
011	Charges à caractère général	15.406,00€	85,92%	+ 2,4 %	
012	Charges de personnel	53.000,00€	93,90%	+1,88 %	
042	Dotation aux amortissements	5.955€	100%	-59,7%	

Enfin, le Personnel du SCoT est composé de 4 agents représentant 3.15 ETP à raison de 35 heures par semaine ; il n'est prévu aucun nouveau recrutement. Les agents bénéficient d'une adhésion au CNAS. Aucun avantage en nature n'est versé.

Je vous demande de bien vouloir prendre acte de la présentation du rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2020 et de la tenue du débat.

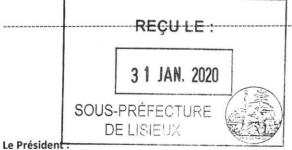
Le Comité Syndical,

ENTENDU l'exposé du Rapporteur, Monsieur Jean-François MARIN, Vice-Président, membre titulaire de la Commission « Administration générale – Finances »,

Sur proposition de la Commission « Administration générale – Finances », réunie le 20 décembre 2019 et de sa commission plénière réunie ce jour,

Après en avoir débattu.

PREND ACTE que le débat sur le rapport sur les orientations budgétaires 2020 a bien eu lieu.



POUR EXTRAIT CONFORME

Ambroise DUPONT

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

14800 DEAUVILLE

14800 DEAUVILLE

14800 DEAUVILLE

14800 DEAUVILLE

² Cette légère augmentation suit les évolutions salariales.

³ Cette hausse est liée au début de l'amortissement des études du second SCoT.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-006

SEANCE DU 29 FEVRIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Jean-François MOISSON, Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Philippe AUGIER, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sophie GAUGAIN, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE, Denis FAVRIL; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS, Claude MOREL, Jean-François BERNARD; Olivier PAZ, Jean-Claude GARNIER, délégués titulaires.

Absents excusés : Gérard MARTIN ; Didier LECOEUR ; Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE ; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE, Michel CHEVALLIER; Christine VILLOTTE ayant donné pouvoir à Yves DESHAYES; Sandrine FOSSE ayant donné pouvoir à François VANNIER ; Joël COLSON.

Absents: Sébastien DELANOË, Alain PEYRONNET, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Benoît DE LANGENHAGEN, Michel BAILLEUL, Xavier MADELAINE, Julien DAGRY, Martine HOUSSAYE, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : David POTTIER.

BUDGET PRIMITIF 2020 BUDGET PRINCIPAL

Monsieur le Président dépose sur le Bureau le projet de BUDGET PRIMITIF DU BUDGET PRINCIPAL pour l'EXERCICE 2020, examiné par la Commission "Administration Générale - Finances" réunie le 20 décembre 2019 et donne la parole à Monsieur Philippe AUGIER, Rapporteur du Budget.

A l'issue du rapport, Monsieur le Président met aux voix, chapitre par chapitre, le vote du BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL pour l'EXERCICE 2020.

Le Comité Syndical,

VU le projet de budget principal présenté par Monsieur Ambroise DUPONT, Président, pour l'Exercice 2020, ENTENDU l'exposé du Rapporteur, Monsieur Philippe AUGIER,

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE 14800 DEAUVILLE
14800 DEAUVILLE
15800 DEAUVILLE
16800 DEAUVILLE
16800 DEAUVILLE
16800 DEAUVILLE Sur proposition de sa Commission "Administration Générale – Finances" réunie le 20 décembre 2019 et de sa commission plénière réunie ce jour,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

VOTE LE BUDGET PRIMITIF PRINCIPAL, chapitre par chapitre, du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge pour **l'EXERCICE 2020** qui se présente comme suit :

→ EN EQUILIBRE POUR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT, A SAVOIR :

- en RECETTES à :	 203.263,94 €
- en DEPENSES à :	 203.263,94 €

→ EN EQUILIBRE POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT, A SAVOIR :

- en RECETTES à :	 71.252,80€
- en DEPENSES à :	 71.252,80€

POUR EXTRAIT CONFORME LE PRÉSIDENT,

REÇU LE :

1 2 MARS 2020

SOUS-PRÉCECTURE

Ambroise DUPONT

Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-007

SEANCE DU 29 FEVRIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Jean-François MOISSON, Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Philippe AUGIER, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sophie GAUGAIN, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE, Denis FAVRIL; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS, Claude MOREL, Jean-François BERNARD; Olivier PAZ, Jean-Claude GARNIER, délégués titulaires.

Absents excusés : Gérard MARTIN ; Didier LECOEUR ; Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE ; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE, Michel CHEVALLIER; Christine VILLOTTE ayant donné pouvoir à Yves DESHAYES; Sandrine FOSSE ayant donné pouvoir à François VANNIER ; Joël COLSON.

Absents: Sébastien DELANOË, Alain PEYRONNET, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Benoît DE LANGENHAGEN, Michel BAILLEUL, Xavier MADELAINE, Julien DAGRY, Martine HOUSSAYE, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : David POTTIFR

BUDGET PRIMITIF 2020 BUDGET ANNEXE « INSTRUCTION »

Monsieur le Président dépose sur le Bureau le projet de BUDGET PRIMITIF DU BUDGET ANNEXE « INSTRUCTION » pour l'EXERCICE 2020, examiné par la Commission "Administration Générale - Finances" réunie le 20 décembre 2019 et donne la parole à Monsieur Philippe AUGIER, Rapporteur du Budget.

A l'issue du rapport, Monsieur le Président met aux voix, chapitre par chapitre, le vote du BUDGET PRIMITIF DU BUDGET ANNEXE « INSTRUCTION » pour l'EXERCICE 2020.

Le Comité Syndical,

VU la délibération en date du 14 mars 2015 portant création d'un Budget annexe « instruction », VU le projet de budget annexe présenté par Monsieur Ambroise DUPONT, Président, pour l'Exercice 2020,

ENTENDU l'exposé du Rapporteur, Monsieur Philippe AUGIER,

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE 102.31.14.65.85 - ■02.31.14.65.88 - e-mail: scot.npa@wanadoo.fr Sur proposition de sa Commission "Administration Générale – Finances" réunie le 20 décembre 2019 et de sa commission plénière réunie ce jour,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

<u>VOTE LE BUDGET PRIMITIF DU BUDGET ANNEXE « INSTRUCTION »</u>, chapitre par chapitre, du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge pour **l'EXERCICE 2020** qui se présente comme suit :

→ EN EQUILIBRE POUR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT, A SAVOIR :

- en RECETTES à :	72.882,74 € 72.882,74 €				
→ EN EQUILIBRE POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT, A SAVOIR :					
- en Recettes à :	16.851,33 €				
- en DEPENSES à :	16.851,33 €				

REÇU LE :

1 2 MARS 2020

SOUS-PRÉFECTURE
DE LISIEUX

POUR EXTRAIT CONFORME
LE PRÉSIDENT,

Ambroise DUPONT

Le Président :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

N°20-008

SEANCE DU 29 FEVRIER 2020

Présents: Ambroise DUPONT, Président; Jean-François MOISSON, Roland JOURNET, Jean-François MARIN, Philippe AUGIER, Yves DESHAYES, Sylvain NAVIAUX, François VANNIER, Allain GUESDON, Vice-Présidents; Sophie GAUGAIN, Michel MARESCOT, Jacques MARIE, Jean-Claude GAUDÉ, Régine CURZYDLO, François PÉDRONO; Jean DUTACQ, Gérard POULAIN, Florence COTHIER; David POTTIER, Jean-Alain CHARPENTIER, Pierre AVOYNE, Denis FAVRIL; Michèle LEVILLAIN, Albert DEPUIS, Claude MOREL, Jean-François BERNARD; Olivier PAZ, Jean-Claude GARNIER, délégués titulaires.

Absents excusés: Gérard MARTIN; Didier LECOEUR; Jean-Michel RAVEL D'ESTIENNE; Jean-Paul DURAND ayant donné pouvoir à Jacques MARIE, Michel CHEVALLIER; Christine VILLOTTE ayant donné pouvoir à Yves DESHAYES; Sandrine FOSSE ayant donné pouvoir à François VANNIER; Joël COLSON.

Absents: Sébastien DELANOË, Alain PEYRONNET, Julien CHAMPAIN, Guillaume LANGLAIS, Claude LOUIS, Benoît DE LANGENHAGEN, Michel BAILLEUL, Xavier MADELAINE, Julien DAGRY, Martine HOUSSAYE, Daniel GUIRAUD.

Secrétaire de séance : David POTTIER.

APPROBATION DE LA REVISION DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.143-23 DU CODE DE L'URBANISME

Par délibération en date du 16 novembre 2013, complétée par la délibération du 3 février 2018, le Comité Syndical avait décidé d'engager la révision du Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge. Au cours des 6 années qui ont suivi et plus particulièrement entre 2016 et 2019, le périmètre du SCoT s'est agrandi et de nombreuses réunions, mais aussi des forums et séminaires ont permis d'écrire le projet de territoire pour le Nord Pays d'Auge pour les 20 ans à venir. Le processus de révision a ainsi été mené dans le cadre d'une large concertation avec les élus, les acteurs du territoire, les personnes publiques associées et consultées et la population.

Après le débat sur le PADD le 22 mars 2018, puis l'arrêt en Comité Syndical le 15 mai 2019, le SCoT a été transmis, pour avis, aux personnes publiques associées et consultées, aux Communautés de communes membres et aux communes limitrophes, puis une enquête publique a été organisée du 7 octobre 2019 au 8 novembre 2019. La commission d'enquête a rendu un avis favorable avec une réserve et des recommandations.

Siège: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

Suite à une réunion d'arbitrages en présence de représentants des Services de l'Etat le 6 novembre 2019, le SCoT a été modifié pour intégrer certaines des remarques issues des avis des personnes publiques, des communautés de communes et des contributions du public.

Avant de proposer au Comité Syndical de voter son approbation, il est retracé le bilan des dernières étapes de la révision :

Consultation des Personnes Publiques Associées (PPA) et Consultées :

A l'issue de l'arrêt du projet de révision du SCoT le 15 mai 2019, les personnes et organismes listés aux articles L.132-11, L.132-12 et L.143-20 du Code de l'urbanisme ont été destinataires du dossier pour rendre un avis. Le dossier de révision du SCoT étant soumis à Evaluation Environnementale, celui-ci a aussi été transmis pour évaluation à l'Autorité Environnementale, conformément à l'article L.104-6 du Code de l'Urbanisme.

Les deux Commissions Départementales de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF de l'Eure et du Calvados) ont également été saisies.

Les avis rendus ont été:

- favorables avec, éventuellement, des demandes, remarques, observations ou recommandations;
- favorables avec réserves : en ce qui concerne l'Etat, la CDPENAF de l'Eure et les Chambres d'Agriculture.

Enquête publique :

Le Président du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge a, par arrêté en date du 9 septembre 2019, prescrit la mise à l'enquête publique du dossier relatif au projet de révision du SCoT. L'enquête publique s'est ainsi déroulée du 7 octobre 2019 au 8 novembre 2019 au cours de laquelle le dossier de SCoT arrêté et les avis rendus ont pu être consultés.

La commission d'enquête a tenu 18 permanences aux dates et horaires prévus par l'arrêté, au siège du SCoT et dans les mairies de 8 communes et sièges de communautés de communes répartis sur le territoire. 27 personnes ont été reçues physiquement par les commissaires enquêteurs, parmi lesquelles certaines ne sont venues que pour s'informer. Le public s'est essentiellement manifesté par voie électronique. L'enquête a recueilli 61 contributions dont 33 sur le registre dématérialisé et 28 sur les registres « papier » dans les lieux de consultation. Se sont exprimés 37 particuliers (dont, certains, se sont déplacés sur plusieurs sites et sur des sujets qui ne concernaient pas l'enquête), 10 associations, 2 communes, 1 élu et des anonymes.

Un procès-verbal de synthèse des observations a été rédigé par la commission d'enquête et remis à Monsieur le Président du Syndicat Mixte le 26 novembre 2019. La Syndicat Mixte a ensuite rendu un mémoire en réponse aux commissaires enquêteurs le 11 décembre 2019. Enfin, les commissaires enquêteurs ont fourni leur rapport, leur avis et leurs conclusions motivées le 20 décembre 2019 aboutissant à un avis favorable avec une réserve et huit recommandations. La réserve porte simplement sur la production d'un atlas cartographique avec une meilleure finition pour rendre les cartes du DOO et leurs légendes plus lisibles. Pour mémoire, le rapport et les conclusions motivées sont disponibles sur les 8 lieux de l'enquête publique, sur le registre dématérialisé ainsi que sur le site Internet du SCoT aux adresses suivantes :

http://nordpaysdauge.proscot-eau.fr/ et https://www.registre-dematerialise.fr/1596

L'avis et les conclusions motivées ont également été joints à la note de synthèse transmise en amont du Comité Syndical.

Rappel du contenu du projet de SCoT révisé :

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le dossier d'approbation du projet de révision du SCoT comprend, notamment, les documents ci-après listés :

1. Un rapport de présentation incluant :

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

1002.31.14.65.85 - ■02.31.14.65.88 - e-mail: scot.npa@wanadoo.fr

- Le résumé non technique
- > Le diagnostic/Etat Initial de l'Environnement
- L'explication et les justifications des choix retenus
- L'analyse et la justification de la consommation d'espace
- L'évaluation environnementale du projet
- L'articulation avec les autres plans et programmes
- Les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du SCoT
- 2. Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui fixe les objectifs des politiques publiques.
- 3. Un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) qui regroupe les dispositions prescriptives du SCoT et en précise la portée juridique ainsi que les documents graphiques.

Toutes ces pièces ont pu être téléchargées par les membres du Comité Syndical préalablement à la séance, grâce à un lien qui leur a été communiqué.

Prise en compte des avis des PPA et consultées, des observations du public, du rapport et des conclusions motivées de la commission d'enquête :

Le rapport annexé à la présente délibération fait état des modifications apportées au dossier de SCoT arrêté par le Comité Syndical le 15 mai 2019, pour prendre en compte les avis émis durant la procédure d'Enquête publique en vue d'améliorer le document, <u>sans en modifier l'économie</u>.

Par suite, il est proposé au Comité Syndical :

- D'approuver le projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge, tel qu'il a été préalablement communiqué par voie dématérialisée, intégrant les modifications apportées au projet de révision du SCoT arrêté, détaillées dans le rapport de synthèse des modifications, annexé à la présente délibération;
- D'autoriser Monsieur le Président à transmettre la présente délibération et le Schéma de Cohérence Territoriale révisé à Monsieur le Préfet du Calvados, conformément à l'article L.143-24 du Code de l'Urbanisme;
- De préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et d'information prévues par les articles R.143-14 à R.143-16 du Code de l'Urbanisme et que, conformément au dernier alinéa de l'article L.143-23 du même code, le Schéma de Cohérence Territoriale révisé sera tenu à la disposition du public aux heures d'ouverture au siège du Syndicat Mixte;
- De transmettre le Schéma de Cohérence Territoriale dès qu'il sera rendu exécutoire aux personnes publiques associées et aux EPCI et communes comprises dans le périmètre du Syndicat Mixte, conformément à l'article L.143-27 du Code de l'Urbanisme;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document de type administratif, technique et financier nécessaire à l'exécution de la présente délibération

			1.00	120			
П	MOUS OCT	demandé	do	hinn	vouloir	on d	álihárar
	VOUS EST	uemanue	ue	DIELL	VUILLIUII		ellnelel.

Le Comité Syndical,

ENTENDU l'exposé de Monsieur le Président et du Cabinet d'études EAU-PROSCOT retraçant le contenu du projet de révision du SCoT et les dernières modifications apportées,

VU l'avis favorable du Bureau et de sa commission plénière réunis ce jour,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.103-2 à L.103-4, L.132-7, L.132-8, L.132-10, L.132-12, L.143-17, L.143-20 et suivants, R.143-3 et suivants du même Code,

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE 1002.31.14.65.85 - ■02.31.14.65.88 - e-mail: <u>scot.npa@wanadoo.fr</u> VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) qui a réformé en profondeur le Code de l'Urbanisme, en instaurant une nouvelle génération de documents d'urbanisme et notamment le Plan Local d'Urbanisme (PLU) et l'émergence du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT),

VU la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, dite loi Grenelle I,

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi Grenelle II,

VU le décret n°2010-209 du 29 février 2012 relatif aux documents d'urbanisme pris pour l'article 51 de la loi n°210-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR),

VU la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF),

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV),

VU l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du Code de l'urbanisme,

VU la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN),

VU le Code de l'urbanisme, et notamment l'article L.101-2 relatif aux objectifs de développement durable,

VU le Code de l'Environnement, et notamment l'article L.110-1 relatif aux finalités du développement durable,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} juillet 2002 délimitant le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge,

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2002 portant création du Syndicat Mixte pour le Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge,

VU la délibération du Comité Syndical en date du 15 décembre 2007 ayant approuvé le Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge,

VU le rapport rendant compte de l'analyse des résultats de l'application du Schéma de Cohérence Territoriale entre 2007 et 2013,

VU la délibération en date du 16 novembre 2013 approuvant le rapport d'analyse des résultats de l'application du SCoT entre 2007 et 2013,

VU la délibération du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge, en date du 16 novembre 2013, prescrivant la révision du SCoT et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation relatifs à cette révision,

VU les statuts du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge, notamment sa compétence en matière d'« élaboration, modification, révision totale ou partielle du Schéma de Cohérence Territoriale », statuts modifiés par délibérations en dates du 24 janvier 2015 puis du 28 janvier 2017 afin de tenir compte des conséquences de la réforme territoriale,

VU les arrêtés préfectoraux en dates du 21 octobre 2015 et du 5 octobre 2018 entérinant les modifications statutaires et les évolutions de périmètre du schéma,

VU la délibération en date du 3 février 2018, complétant la délibération du 16 novembre 2013 relative au périmètre de la mise en révision du SCoT du Nord Pays d'Auge, aux objectifs poursuivis par la révision et aux modalités de concertation,

VU la délibération en date du 22 mars 2018 actant la tenue du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables,

VU la délibération en date du 15 mai 2019 approuvant le Bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale,

VU les avis des personnes publiques associées et consultées suite à l'arrêt du projet de révision de SCoT,

VU la décision N°E19000059/14 en date du 16 juillet 2019 du Président du Tribunal Administratif de Caen désignant les membres de la commission d'enquête,

VU l'arrêté du Président du Syndicat Mixte pour le SCoT du Nord Pays d'Auge en date 9 septembre 2019, prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique sur le projet de SCoT arrêté,

VU le rapport, l'avis et les conclusions motivées de la commission d'enquête transmis le 20 décembre 2019 à Monsieur le Président du Syndicat Mixte,

VU les modifications qu'il est proposé d'apporter au projet de révision du SCoT pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport des commissaires enquêteurs, l'ensemble de ces modifications étant présenté dans un rapport de synthèse annexé à la présente délibération (Annexe 1) et ayant été transmis aux membres du Syndicat Mixte avec leurs convocations,

VU le projet de SCoT modifié en conséquence et destiné à être approuvé, tenu à la disposition des membres du Syndicat Mixte par voie numérique dès la transmission de la convocation, et annexé à la présente délibération (Annexe 2), lequel est composé d'un Rapport de présentation, d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), d'un Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) et de documents graphiques,

Considérant que les modifications, compléments, corrections qu'il est proposé d'apporter au projet de révision du SCoT arrêté, d'une part, visent à tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, procèdent ainsi de l'enquête et, d'autre part, ne remettent pas en cause ni l'économie générale, ni les grands équilibres spatiaux du projet de SCoT, arrêté par délibération du Comité Syndical en date du 15 mai 2019,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

<u>APPROUVE</u> l'ensemble des modifications apportées au dossier du projet arrêté de SCoT du Nord Pays d'Auge, décrites dans le document annexé à la présente délibération, pour tenir compte des avis de la MRAe, des personnes Publiques Associées et Consultées, du public et de la commission d'enquête, conformément à l'article L.143-23 du Code de l'urbanisme,

APPROUVE le projet de révision du Schéma de Cohérence Territoriale du Nord Pays d'Auge, tel qu'il est annexé à la présente, intégrant les modifications apportées au projet de révision du SCoT arrêté, détaillées dans le rapport de synthèse des modifications, annexé à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Président à :

- transmettre la présente délibération et ses annexes, dont le Schéma de Cohérence Territoriale révisé, à Monsieur le Préfet du Calvados, conformément à l'article L.143-24 du Code de l'Urbanisme;
- tenir à la disposition du public, au siège du Syndicat Mixte, le dossier de SCoT révisé, conformément à l'article L.143-23 du Code de l'urbanisme;

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

1002.31.14.65.85 - □02.31.14.65.88 - e-mail: scot.npa@wanadoo.fr

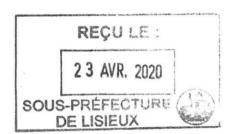
- transmettre le Schéma de Cohérence Territoriale révisé dès qu'il sera rendu exécutoire aux personnes publiques associées et aux EPCI et communes comprises dans le périmètre du Syndicat Mixte, conformément à l'article L.143-27 du Code de l'Urbanisme;
- à signer tout document de type administratif, technique et financier nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

<u>PRECISE</u> que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité et d'information prévues par les articles R.143-14 à R.143-16 du Code de l'Urbanisme :

- affichage pendant un mois au siège du Syndicat Mixte, aux sièges des communautés de communes et dans les Mairies des communes membres concernées ;
- mention de cet affichage inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans chaque Département (Eure/Calvados);
- publication au recueil des actes administratifs du Syndicat Mixte;

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier pourra être consulté.

<u>INFORME</u> que le SCoT du Nord Pays d'Auge révisé deviendra exécutoire deux mois après sa transmission au **Préfet**, conformément à l'article L.143-24 du Code de l'urbanisme.



POUR EXTRAIT CONFORME LE PRESIDENT,

Ambroise DUPONT



- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération qui sera affichée au siège du Syndicat Mixte
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès du Président du Syndicat Mixte, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. L'absence de réponse vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, fait naître un nouveau délai de deux mois au cours duquel peut être saisi le Tribunal Administratif.

<u>Siège</u>: 12 rue Robert Fossorier - 14800 DEAUVILLE

202.31.14.65.85 - ■02.31.14.65.88 - e-mail: <u>scot.npa@wanadoo.fr</u>